

3

Steeve ROUYAR, le citoyen français originaire de Guadeloupe, gréviste de la faim au Togo, détenu depuis le 6 juin 2025 pour « atteinte à la sûreté de l'Etat »

EXPERT-COMPTABLE de 44 ans, père de deux enfants, originaire de Guadeloupe et installé au Togo depuis novembre 2024, Steeve ROUYAR est arrêté le 6 juin 2025 à Lomé à l'occasion de la manifestation appelée par les jeunes blogueurs qui ont créé plus tard le Mouvement du 6 juin (M66) et est détenu depuis lors au Service central de recherches et d'investigations criminelles (SCRIC).

C'est trois jours après cette manifestation qu'on a appris l'arrestation de Steeve ROUYAR lorsque le parquet de Lomé a annoncé qu'un Français figure parmi la cinquantaine de « manifestants » arrêtés ce 6 juin.

Aîné d'une fratrie de cinq enfants, il est venu au Togo pour ouvrir un nouveau cabinet d'expertise comptable sur un marché africain qu'il estimait porteur, avant de se heurter à des démarches administratives plus complexes que prévu mais « *Il était optimiste par rapport à la situation en Afrique, il voyait une libération des peuples et voulait s'y impliquer* » comme l'indique un membre du comité pour sa libération.

Militant engagé à gauche en Europe où il a grandi en région parisienne, il a toujours défendu les principes de démocratie et de respect des droits fondamentaux des citoyens et a démarré son activité politique il y a vingt ans en Guadeloupe où il se présente aux législatives de 2017, 2022 et 2024, sous la bannière « divers » ou Nouveau Front populaire, et récolte chaque fois moins de 1 % des voix. Aux élections régionales de 2021, il se présente sur la liste « Sentinelles Guadeloupe ». Sympathisant panafricaine, il dénonce régulièrement la politique du président français Emmanuel MACRON et marque son soutien à la cause palestinienne, raison certainement pour laquelle les autorités françaises font preuve de peu d'empressement à faire les nécessaires pressions sur le pouvoir togolais pour obtenir sa libération.

En effet, face à la détention injustifiée de Steeve ROUYAR, l'Etat français garde le silence. Aucun communiqué, aucune pression diplomatique, aucun geste de soutien. Ce mutisme n'est pas neutre : il est complice. Il



rappelle que les intérêts de la République française l'emportent trop souvent sur les principes qu'elle prétend incarner.

C'est pourquoi l'arrestation et l'emprisonnement arbitraire de Steeve ROUYAR n'a rien d'anecdotique. Elle s'inscrit dans une tradition bien ancrée de répression politique au Togo, où toute voix dissidente est perçue comme une menace à faire taire. Mais au-delà du cas individuel, elle met en lumière les racines profondes d'un système autoritaire solidement enraciné depuis plus de soixante ans, avec cette complicité silencieuse parfois active de la France.

Poursuivi pour « *troubles aggravés à l'ordre public et atteinte à la sûreté de l'Etat* », il risque entre un et cinq ans de prison pour le premier chef d'accusation et vingt à trente ans pour le second.

D'après les informations données par son père, Dominique ROUYAR, qui dit être « très inquiet » pour son fils, il est « *détenu dans des conditions inhumaines et assis dans le noir toute la journée* » avec onze codétenus. *On ne lui donne pas à manger, on ne l'emmène pas se promener, il dort à même le sol* » et déclarait, fin août 2025, être « très amaigris ». Ce à quoi il faut ajouter que, détenu au secret, il n'a pas accès à un avocat ni aux soins médicaux alors que les autorités françaises, tout comme les institutions européennes, ont été alertées sur sa situation.

Il est l'un des symboles du caractère international de la répression à l'encontre des mouvements sociaux depuis ses six dernières années au Togo.

Au 6 décembre 2025, il aura bouclé 6 mois de détention arbitraire dans les geôles de la dictature togolaise.

Comme le dit si bien le Comité de soutien constitué en France pour exiger sa libération :

« *Steeve Rouyar doit être libéré. Non parce qu'il est Français, mais parce qu'il est innocent. Et parce que son cas révèle l'urgence de briser le cycle de l'impunité et de l'ingérence. Le peuple togolais mérite mieux qu'un régime né d'un assassinat. Il mérite justice, vérité et liberté.* »

